

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA TURQUIE.

LES DÉFIS DU « PRINTEMPS ARABE »

Irina TICĂ-DIACONU*

INTRODUCTION

Dès le début des débats sur la crise libyenne, la Turquie s'est montrée opposée à l'opportunité d'une intervention militaire en Libye, que ce soit par l'Otan ou par certains pays, attirant l'attention de la communauté internationale sur les conséquences « dangereuses » d'une telle décision. Le premier ministre turc a considéré qu'une intervention militaire de l'Alliance serait « absurde » et « totalement non profitable »¹. Il a fait une parallèle avec Afghanistan et Irak et a souligné les répercussions dévastatrices non seulement pour la Libye, mais aussi pour les pays intervenants². La possibilité des sanctions contre le régime libyen a été aussi éloignée. Erdoğan a fait allusion aux intérêts des puissances occidentales qui seraient liés au pétrole du Moyen Orient et a montré en échange que la Turquie est attachée à promouvoir les valeurs internationales, y compris la démocratie et les droits de l'homme³.

Après l'adoption de la Résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'Onu⁴, la Turquie n'a pas été invitée au sommet convoqué à Paris le 19 mars 2011 et qui a précédé le lancement des opérations militaires en Libye. Cela a attiré les critiques du ministre turc des affaires étrangères qui s'est déclaré opposé à des décisions et actions entreprises en dehors du cadre légitime de l'Onu. La reprise des opérations par l'Alliance a été soumise à des conditions strictes, qui puissent être conclues le plus vite possible et qui ne résultent pas en une

1 « *Libye/intervention Otan: Erdogan contre* », Le Figaro, 14 mars 2011, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/14/97001-20110314FILWWW00412-libyeintervention-otan-erdogan-contre.php>

2 Seumas Milne, « *Turkey offers to broker Libya ceasefire as rebels advance on Sirte* », The Guardian, 27 March 2011, <http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/27/libya-turkey-mediators-prime-minister>

3 Jorge Benites, « *Turkey rules out NATO intervention in Libya* », Atlantic Council, 28 February 2011, <http://www.acus.org/natosource/turkey-rules-out-nato-intervention-libya>,

4 17 mars 2011

occupation⁵. En même temps, la Turquie a agréé à assumer un rôle non-combattant dans le cadre de l'Otan – comme premier contributeur à l'opération navale pour l'application de l'embargo sur les armes⁶. Elle s'est impliquée aussi dans les opérations d'assistance humanitaire pour le peuple libyen.

Parallèlement au refus de l'imposition de la « no-fly zone », la Turquie a maintenu les chaînes de communication ouverte, notamment des contacts avec le leader libyen, en faisant appel pour qu'il nomme un président qui réjouisse d'un support populaire pour mettre une fin à la crise⁷. Par après, elle s'est dite prête à agir comme médiateur entre Kadhafi et l'opposition basée à Benghazi⁸. Le 7 avril 2011, Erdoğan a présenté une feuille de route qui visait un cessez-le-feu immédiat, le retrait des forces de Kadhafi des villes assiégées, la formation des zones humanitaires et le lancement d'un processus inclusif de changement et transformation démocratique qui tienne compte des intérêts légitimes de tout le peuple libyen⁹. Changeant nettement le ton, le 3 mai, le premier ministre turc a demandé à Kadhafi de quitter le pouvoir immédiatement et a encouragé le Conseil National de Transition dans sa lutte pour un pays libre et démocratique, qui préserve la souveraineté et l'intégrité nationale¹⁰. À la fois, le fonctionnement de l'ambassade turque à Tripoli a été temporairement suspendu¹¹. Les relations avec l'opposition se sont progressivement développées et pendant une conférence de presse commune avec le ministre turc des affaires étrangères, le 23 mai, Abdul-Jalil a remercié la Turquie pour son appui, y compris l'aide humanitaire et la contribution à la reconstruction d'après guerre¹².

5 « *Turkey accuses France of overstepping UN Libya mandate* », EurActiv, 22 March 2011, <http://www.euractiv.com/en/global-europe/turkey-accuses-france-overstepping-un-libya-mandate-news-503385>

6 « *In Libya, a Test of Turkey Regional Clout* », Stratfor, 25 March 2011, <http://www.stratfor.com/memberships/189657/analysis/20110325-libya-test-turkeys-regional-clout>

7 « *Turkey: Gaddafi must appoint a president* », Ahram Online, 14 March 2011, <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/2/8/7662/World/Region/Turkey-Gaddafi-must-appoint-a-president.aspx>

8 Seumas Milne, « *Turkey offers to broker Libya ceasefire as rebels advance on Sirte* », Idem

9 « *Turkey working on roadmap for peace in Libya, says PM Erdogan* », The Guardian, 7 April 2011, <http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/07/turkey-roadmap-for-peace-libya>

10 « *Press Statement by H.E. Recep Tayyip Erdoğan* », The Prime Minister of the Republic of Turkey on Libya, Ministry of Foreign Affairs of Republic of Turkey, 3 May 2011, http://www.mfa.gov.tr/press-statement-by-h_e-recep-tayyip-erdogan_-the-prime-minister-of-the-republic-of-turkey-on-libya_-3-may-2011.en.mfa

11 « *Communiqué de presse concernant la suspension du fonctionnement de notre Ambassade à Tripoli* », Ministère des affaires étrangères de la République de Turquie, 2 mai 2011, http://www.mfa.gov.tr/no_-117---2-mai-2011_-communique-de-presse-concernant-la-suspension-du-fonctionnement-de-notre-ambassade-_-tripoli.fr.mfa

12 « *Libyan opposition thanks Turkey for its support* », Sunday's Zaman, 23 May 2011, <http://www.todayszaman.com/news-244878-libyan-opposition-thanks-turkey-for-its-support.html>

Quelques remarques peuvent être faites sur la base de la réaction de la Turquie face à la crise libyenne: elle a assumé un rôle actif mais sa position a été en dissonance avec celle de la France et le Royaume Uni – les promoteurs d'une intervention militaire directe, avec celle des États-Unis – qui ont soutenu cette démarche, et même avec celle de la Ligue Arabe qui a réclamé une « no-fly zone »; sa politique a été plus « soft », préfèrent la diplomatie et la médiation à l'utilisation de la force; néanmoins, ses démarches n'ont pas été rempli de succès et ont même attiré les critiques de l'opposition libyenne; le retard pris dans la condamnation directe de Kadhafi et l'affirmation de l'appui pour la révolte libyenne a surpris beaucoup de monde; d'autre part, des suspicions ont surgi sur « l'ambivalence » de la position turque et ses vrais motivations, en pointant du doigt ses intérêts économiques en Libye.

La question serait alors comment on pourrait interpréter la politique turque. En tant que membre de l'Otan et candidat à l'adhésion à l'Union européenne, le désaccord profond avec ses principaux alliés occidentaux sur la manière de résoudre la crise libyenne semble surprenant. Quelles seraient les motivations réelles de la politique extérieure turque, notamment au Moyen Orient ? Quelle est sa stratégie dans le contexte du « Printemps arabe » ?

LES NOUVELLES ORIENTATIONS DANS LA POLITIQUE EXTÉRIEURE TURQUE

Cette différence de vue entre Ankara et ses partenaires occidentaux n'est pas une première. On se souvient en effet du vote au parlement turc refusant le passage des troupes américaines sur le territoire de la Turquie vers l'Irak (mars 2003) ou, plus récemment, le départ du premier ministre Recep Tayyip Erdoğan au cours du débat du Forum économique à Davos après l'intervention du président Shimon Peres concernant les attaques israéliennes à Gaza (janvier 2009); la détérioration des relations turco-israéliennes après la controverse concernant la flottille pour Gaza (mai 2010); le discours du président Abdullah Gül à l'Assemblée Générale des Nations Unies critiquant l'imposition des sanctions contre l'Iran (septembre 2010).

Certains observateurs ont considéré que ce sont les preuves d'une réorientation de la Turquie vers le Moyen Orient, rejetant ses relations traditionnelles avec les partenaires occidentaux. On a beaucoup parlé du « néo-Ottomanisme », de la « version turque du Gaullisme » ou de la dérive vers l'Est. D'autres ont apprécié la nouvelle posture de la Turquie comme un acteur central pour lier des ponts avec les pays du Moyen Orient.

Le changement significatif des priorités dans la politique étrangère turque commence avec la fin de la Guerre froide: le voisinage de la Turquie a évolué par rapport au status quo antérieur, des guerres ont éclaté aux Balkans et au Caucase, tandis que les américains ont lancé des opérations militaires contre l'Irak. Ce voisinage a commencé à être le terrain d'intérêt de multiples puissances¹³. Dans ce contexte, la Turquie a vu l'opportunité de s'ouvrir envers ses voisins, et notamment vers les pays du Moyen Orient¹⁴. En même temps, ses priorités ont évolué du « hard security » vers le « soft security » et les intérêts commerciaux, en se développant comme un acteur plus indépendant¹⁵.

Le président Turgut Özal (1989-1993) et le ministre des affaires étrangères Ismail Cem (1997-2002) ont été les figures les plus importantes dans le processus d'amélioration des relations avec les voisins directs (Grèce, Bulgarie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Iran, Irak, Syrie), le développement des relations avec l'Union européenne et l'Organisation de la Conférence islamique, l'engagement avec Israël et les palestiniens, ainsi que la promotion de la coopération économique régionale¹⁶. Avec l'arrivée au pouvoir du Parti pour la justice et le développement (AKP) en 2002, ces tendances ont continué, mais la politique externe a aussi connu un nouvel activisme et une réelle transformation¹⁷, par l'intermédiaire des principaux leaders le président Abdullah Gül, le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan et le ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu. La politique turque envers le Moyen Orient a changé de style et de substance¹⁸.

Le ministre Davutoğlu – l'artisan de l'actuelle politique extérieure turque – a fixé comme but « la politique de zéro problèmes avec ses voisins » et a développé la doctrine de la « profondeur stratégique » de la Turquie, réinterprétant la géographie et l'histoire de son pays dans le contexte d'après Guerre froide et cherchant à maximiser l'influence de la Turquie dans son voisinage et dans le monde. Il considère que « la Turquie bénéficie d'identités régionales mul-

13 « *The Geopolitics of Turkey: Searching for More* », Stratfor, 2 August 2010, <http://web.stratfor.com/images/writers/STRATFORTurkeyMonograph.pdf>, page 12

14 Idem, page 13

15 « *Turkey and the Middle East: Ambitions and Constraints* », International Crisis Group, 7 April 2010, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/europe/turkey-cyprus/turkey/203%20Turkey%20and%20the%20Middle%20East%20-%20Ambitions%20and%20Constraints.ashx>, page i

16 Idem, page 1

17 Sinan Ülgen, « *A place in the Sun or Fifteen Minutes of Fame ?* », Carnegie Europe, December 2010, http://www.carnegieendowment.org/files/turkey_new_foreign_policy.pdf, page 1

18 « *Turkey and the Middle East: Ambitions and Constraints* », International Crisis Group, 7 April 2010, Idem, page 4

tiples et ainsi elle a la capacité et la responsabilité de suivre une politique externe intégrée et multidimensionnelle [...] Contribuer activement à la résolution des conflits et à la paix et la sécurité internationale dans tous ces domaines c'est un devoir surgissant des profondeurs d'une histoire multidimensionnelle pour la Turquie »¹⁹. De même, la Turquie a « des objectifs multiples pour la prochaine décennie »: accomplir toutes les conditions lui permettant d'acquérir le statut de membre de l'Union européenne jusqu'au 2023, continuer à promouvoir l'intégration régionale, sous la forme de coopération sécuritaire et économique, jouer un rôle influent dans la résolution des conflits régionaux, participer d'une manière solide dans toutes les arènes globales, jouer un rôle déterminant dans les organisations internationales et devenir une des plus grandes 10 économies du monde²⁰.

Une composante importante de la mise en œuvre de la stratégie visant « zéro problèmes avec les voisins » est représentée par les initiatives de médiation ou facilitation, dont on peut citer celles entre les États-Unis et l'Iran, entre Israël et la Syrie, entre l'Irak et la Syrie, entre Israël et les palestiniens, entre Hamas et Fatah. Beaucoup d'entre elles n'ont pas abouti ou ont été entravées par d'autres événements – c'est le cas de l'intervention d'Israël à Gaza de l'hiver 2008-2009, puis l'incident de la flottille pour Gaza en 2010. Même si ces initiatives n'ont pas eu les résultats attendus, la capacité de la Turquie de parler à toutes les parties aux conflits au Moyen Orient reste néanmoins appréciable²¹ et a contribué au renforcement son profil régional et international.

Quant aux rapports avec les autres pays occidentaux, les leaders turcs ont continué à réitérer leur attachement vers l'UE et l'Otan, celles-ci étant des piliers solides et des éléments de continuité dans la politique extérieure turque²². Un abandon des alliances traditionnelles avec l'Occident et la dérive vers l'Est est considéré une « propagande »²³. Mais le retard dans les négociations avec l'UE a empreint un sentiment de frustration²⁴. Il n'est pas surprenant que la Turquie veuille être prise plus sérieusement et le renforcement de sa rhétorique pourrait

19 Ahmet Davutoğlu, « *Turkish Foreign Policy and the EU in 2010* », http://www.ecrgroup.eu/download/istanbul/Turkish%20Foreign%20Policy%20and%20teh%20EU%20in%202010_Ahmet%20Davutoglu.pdf, page 12

20 Jorge Benites, « *Turkey's Zero-Problems Foreign Policy* », Atlantic Council, 21 May 2010, <http://www.acus.org/natosource/turkeys-zero-problems-foreign-policy>

21 « *Turkey and the Middle East: Ambitions and Constraints* », Idem, page 14

22 Jorge Benites, « *Turkey's Zero-Problems Foreign Policy* », Idem

23 Marc Champion, « *Turkey is Committed to Western Ties, Erdogan Says* », The Wall Street Journal, 11 June 2010, <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703627704575298721689569514.html>

24 Omer Taspinar, « *Rise of 'Turkish Gaullism'* » in « *Policy Notes* », no. 3, The Washington Institute for Near East Policy, January 2011, <https://www.washingtoninstitute.org/pubPDFs/PolicyNote03.pdf>, page 12

être vue dans cette perspective²⁵. En outre, le modèle européen a été répliqué en quelque sorte par la Turquie dans son voisinage (par exemple avec la Syrie, le Liban, la Jordanie, l’Egypte et même avec la Libye), en remplaçant la logique de confrontation avec la coopération. Elle a fait appel à des mesures comme la promotion de la libre circulation des personnes, la libération des flux commerciaux, la conclusion des accords économiques, la construction des oléoducs et gazoducs etc.²⁶, et même l'organisation des réunions régulières des cabinets de ministres²⁷. Il faut aussi noter que le débat sur l'UE a été généralement absent pendant la campagne électorale pour les élections parlementaires de 12 juin²⁸, correspondant à un niveau réduit d'intérêt de la part des électeurs.

Un des moments les plus controversés dans l'histoire récente a été aggravation des relations entre Ankara et Jérusalem. Elles ont connu un tournant pendant les attaques israéliennes à Gaza en 2008 et ont atteint un nadir avec l'incident de la flottille en 2010. Mais en dépit des relations tendues, les intérêts continuent à se superposer²⁹ jusqu'à un certain point. Il faudra se souvenir que la Turquie a été le premier État musulman à reconnaître l'État d'Israël en 1949. D'autre part, la l'histoire des relations entre les deux pays a été plutôt fluctuante, sauf pendant les années '90³⁰. La Turquie a eu beaucoup à gagner sur le plan de l'opinion publique dans le monde arabe grâce à la défense de la cause palestinienne. Un sondage effectué au Moyen Orient montre que 78% des répondants sont d'accord avec un rôle de médiateur de la Turquie dans le conflit israélo-palestinien (pendant qu'un pourcentage similaire des israéliens considère la Turquie en tant que pays ennemi)³¹.

25 « We'll be taken more seriously in the West if we're stronger in the East », un haut fonctionnaire turc interviewé par Crisis Group, cité dans « *Turkey and the Middle East: Ambitions and Constraints* », International Crisis Group, 7 April 2010, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/europe/turkey-cyprus/turkey/203%20Turkey%20and%20the%20Middle%20East%20-%20Ambitions%20and%20Constraints.ashx>, page 6

26 Cengiz Çandar, « *Turkey's 'Soft Power' Strategy: A New Vision for a Multi-Polar World* » in « SETA Policy Brief », no. 38, December 2009, http://setadc.org/pdfs/SETA_Policy_Brief_No_38_Turkeys_Soft_Power_Strategy_Candar.pdf, page 9

27 Hugh Pope, « *Gaza flotilla: Turkey's stance is a lesson to the west* », The Guardian, 4 June 2010 <http://www.guardian.co.uk/world/2010/jun/04/turkey-israel-gaza-lesson>

28 Hülya Köylü, « *EU put on the back burner in Turkish election campaign* », Deutsche Welle, 15 June 2011, <http://www.dw-world.de/dw/article/0,,15135701,00.html>

29 Jean Marcou, « *Turquie-Israël: Entrevue secrète entre Ahmet Davutoğlu et Benjamin Ben Eliezer* », Turquie Européenne, 3 juillet 2010, <http://turquieeuropeenne.eu/article4347.html>

30 Ufuk Ulutaş, « *Turkey-Israel: A Fluctuating Alliance* », in « SETA Policy Brief », no. 42, January 2010, http://setadc.org/pdfs/SETA_Policy_Brief_No_42_Turkey_Israel_Fluctuating_Ufuk_Ulutas.pdf

31 Grenville Byford, « *What The Neighbours Think* », TESEV, May 2011, http://www.tesev.org.tr/UD_OBJS/PDF/DPT/OD/YYN/Grenville_Byford_FINAL.pdf

LA PERTINENCE DU MODÈLE TURC POUR LE MONDE ARABE

En tant que pays musulman réjouissant d'une démocratie et un État de droit bien développés, ainsi que d'un essor économique, la Turquie pourrait représenter la projection logique de l'évolution positive des nouveaux régimes arabes au Nord de l'Afrique et au Moyen Orient. La stabilité démocratique de la Turquie a été mise en valeur par les révoltes contre les régimes autoritaires dans la région. Et le respect du principe de la sécularisation pourrait servir comme exemple de tolérance et modération face aux craintes des possibles émergences islamistes. Dans ce contexte, il mériterait d'analyser dans quelle mesure le modèle turc pourrait être répliqué.

Un des éléments clé dans l'évolution de la Turquie et qui pourrait servir comme exemple pour les nouveaux régimes arabes émergents est le rôle de l'armée. Celle-ci a représenté pendant une longue période « le gardien du régime » et a établi les limites de la pratique démocratique »³². Le fondateur de l'État turc moderne, Mustafa Kemal Atatürk, a garanti la sécularisation à travers l'armée. Les militaires ont joué en effet une double fonction: comme l'impulsion pour la modernisation et la protection du régime contre les tentations de résurrection de l'État ottoman et l'islamisation³³. L'influence primordiale de l'armée s'est maintenue tout au long de la Guerre froide, mais dans les dernières deux décennies elle a beaucoup diminué, suite aux critiques des alliés de la Turquie et avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP. « L'équilibre délicat » entre les forces démocratiques et l'armée³⁴ est néanmoins considéré comme une constante essentielle dans la construction et l'évolution de l'État turc moderne.

L'ouverture vers les milieux islamiques est un autre facteur à être pris en compte. Cette tendance a été accentuée par l'AKP et le gouvernement Erdoğan et explique en partie leur popularité en Turquie et dans la région. Il faut souligner que cette caractéristique de la politique turque n'est pas tout à fait nouvelle, mais elle s'inscrit dans un phénomène plus large qui est devenu présent au Moyen Orient dans les années '70 – une contre-révolution pour la réintégration de l'islam dans les régimes des pays musulmans, en antithèse avec l'idéologie

32 Sinan Ülgen, « *The Future of Democracy in the Arab World: How Relevant is the Turkish experience ?* », EU Institute for Security Studies, February 2011, http://www.iss.europa.eu/uploads/media/The_Turkish_experience.pdf, page 1

33 George Friedman, « *Geopolitical Journey, Part 5: Turkey* », Stratfor, 23 November 2010, http://www.stratfor.com/weekly/20101122_geopolitical_journey_part_5_turkey

34 Sinan Ülgen, « *The Future of Democracy in the Arab World: How Relevant is the Turkish experience ?* », Idem, page 2

européenne et moderniste d'après guerres. Même si cette influence a connu des degrés différents – l'Iran étant un extrême de l'islamisation, la Turquie n'a pas pu ignorer ce processus et a dû intégrer les religieux³⁵. En même temps, les observateurs notent que l'agenda d'AKP n'est pas centré sur des préoccupations religieuses: « l'AKP est allé bien au-delà de la religion comme plateforme politique [...] il décrit son agenda socio-culturel plutôt conservateur que religieux et a développé un set de positions sur des aspects essentiels politiques et économiques qui préoccupent tous les turcs »³⁶.

La Turquie est généralement considérée une démocratie, avec de institutions solides et un système multipartite. Et c'est justement la consolidation des institutions démocratiques qui a permis la réduction de l'influence de l'armée³⁷. Toutefois, à la veille des élections législatives de 12 juin en Turquie, certains se sont inquiétés pour le future de la démocratie en Turquie, compte tenue des accents nationalistes et autocratiques d'Erdoğan³⁸. Même s'il y a encore des choses perfectibles, d'autres ont montré qu'un système de « checks and balances » fait en sorte que si des tendances comme l'autoritarisme, le pouvoir de l'État, le fondamentalisme religieux ou le nationalisme s'accroissent, elles peuvent être contrebalancées par les forces opposées, par l'intermédiaire des parties politiques, des industriels, des média, de la société civile³⁹.

Les critiques sur la pertinence du modèle turc pour les pays arabes accentuent les particularités de l'expérience turque: le fait que la Turquie a initié la transition vers la démocratie quand elle était déjà enclavée à l'Ouest, l'appartenance à l'Otan et l'objectif d'adhésion à l'UE ont encouragé les réformes et ont marqué d'une manière significative le devenir du pays, la Turquie d'aujourd'hui est le résultat d'une évolution de longues décennies⁴⁰, le développement économique a l'avantage de ne pas être lié aux revenus du pétrole et donc il est plus durable ou le fait que la Turquie a encore la mémoire de la fidélité à l'État hérité de l'empire ottoman⁴¹. D'autres mettent en valeur les différences des États arabes par rapport à la Turquie, qui ne permettront pas de répliquer ce succès: les structures sociales

35 George Friedman, « *Geopolitical Journey, Part 5: Turkey* », Idem

36 Paul Salem, « *The Relevance of Turkey's Experience to Egypt* », Ahrām Online, 23 February 2011, <http://english.ahram.org.eg/NewsContentP/4/6299/Opinion/The-Relevance-of-Turkey%E2%80%99s-Experience-to-Egypt.aspx>

37 Sinan Ülgen, « *The Future of Democracy in the Arab World: How Relevant is the Turkish experience ?* », Idem, page 2

38 « *One for the opposition* », The Economist, 2 June 2011, <http://www.economist.com/node/18774786>

39 Hüge Pope, « *El modelo turco* », El País, 28 March 2011, http://www.elpais.com/articulo/opinion/modelo/turco/elpepiopi/20110328elpepiopi_12/Tes

40 Sinan Ülgen, « *The Future of Democracy in the Arab World: How Relevant is the Turkish experience ?* », Idem, page 1

41 Hüge Pope, « *El modelo turco* » Idem

et politiques ne sont pas les mêmes et les sociétés sont beaucoup plus religieuses⁴². En outre, il ne faut pas négliger le fait que ni la Turquie ni les arabes n'acceptent pas aisément de parler d'un « modèle turc », à cause du passé ottoman⁴³.

La Turquie représente quand même « une source d'inspiration »⁴⁴ et quelques pistes pourraient être avancées à partir de son expérience⁴⁵: les relations entre les militaires et la société doivent être gérées attentivement à fin de garantir la stabilité et de permettre la création de l'espace démocratique, la construction progressive des institutions démocratiques, l'émergence des parties politiques, la formation des parlements représentatifs et la garantie de la modération religieuse, la révigoration de l'économie avec l'appui de l'industrialisation et les exportations. Tous ces processus doivent être étroitement encouragés, soutenus et accompagné par les autres pays occidentaux, notamment l'Union européenne.

LE PRINTEMPS ARABE: OPPORTUNITÉ OU MENACE ?

Beaucoup d'analystes ont noté la réaction tardive et ambivalente de la Turquie par rapport aux événements dans les pays arabes, tout comme d'autres pays occidentaux. Elle a failli se prononcer immédiatement en appui des forces révolutionnaires: c'est le cas de la Tunisie et l'Égypte; sa réaction a fait preuve d'équivoque avant de finalement soutenir l'opposition de Benghazi; elle essaye encore de trouver une issue à la situation en Syrie. L'émergence des mouvements populaires qui font appel à la dignité, justice, liberté et démocratie résonne avec les principes fondamentaux soutenus par la Turquie. On peut toutefois remarquer que l'instabilité dans son voisinage apporte un degré élevé d'incertitude et pourrait représenter un vrai test pour les ambitions fixées dans la politique extérieure turque.

Le gouvernement Erdoğan considère qu'un monde arabe démocratique renforce la Turquie et confirme l'orientation stratégique de sa politique extérieure: les transformations au Moyen Orient sont vues comme un effet de la politique de la Turquie d'engagement des différents gouvernements et groupes politiques; le modèle turc de réconciliation entre l'islam, la

42 Zerrin Torun, « *Change in the Middle East and North Africa: A Turkish Perspective* », EU Institute for Security Studies, February 2011, http://www.iss.europa.eu/uploads/media/Change_in_the_Middle_East_and_North_Africa_-_a_Turkish_perspective.pdf

43 « *Erdogan's last hurrah (possibly)* », The Economist, 2 June 2011, <http://www.economist.com/node/18772078>

44 Idem

45 Basées sur les recommandations présentées par Paul Salem et Zerrin Torun.

démocratie et le développement économique a raffermi le « déficit insoutenable » entre les gouvernements et les peuples dans le monde arabe et montre la voie pour les réformes nécessaires; la réconciliation entre Fatah et Hamas est une résultante majeure de ce changement général; les américains et les européens devront engager des acteurs considérés jusque maintenant comme « controversés, extrêmes ou terroristes », par exemple les Frères musulmans, le Mouvement Nahda et le Hamas⁴⁶.

Plusieurs facteurs jouent quand même en défaveur des intérêts de la Turquie. Sur le plan politique, les liens tissés avec les régimes arabes l'ont pris au dépourvu face aux révoltes des peuples. Avant le « Printemps arabe », la multiplicité des initiatives diplomatiques engagées les dernières années faisait de la Turquie « un jongleur essayant de tenir plusieurs balles dans l'air »⁴⁷ et soulevait des questions quant à la durabilité de telles démarches. Dans le nouveau contexte, ses qualités de médiateur lui confèrent un avantage supplémentaire en comparaison avec les autres pays occidentaux, mais les cartes sont encore plus difficiles à jouer, comme démontré dans le cas libyen.

Sur le plan économique, la Turquie pourrait être affectée directement par une possible diminution des exportations vers les pays en crise. Les exportations vers les pays du Moyen Orient représentaient en 2008 seulement 17% des exportations turques, en comparaison avec 48% vers l'UE, mais il s'agit des marchés avec une balance commerciale nettement positive en faveur de la Turquie, ce qui n'est pas le cas avec l'Europe⁴⁸. En 2009, en pleine crise économique globale, le rapport entre exportations et importations vers le Moyen Orient était double⁴⁹. Autres dimensions des relations économiques pourraient être aussi affectées à cause de l'instabilité, comme les investissements.

D'autres problèmes pourraient encore surgir, suite aux mouvements dans des pays très influents sur la stabilité interne de la Turquie, comme la Syrie. Celle-ci est l'expression même de la politique de « zéro-problème » conduite par la Turquie. En effet, les deux pays sont

46 Ibrahim Kalin, « *A Democratic world makes Turkey stronger* », The Daily Star, 8 June 2011, <http://www.dailystar.com.lb/Opinion/Commentary/2011/Jun-08/A-democratic-Arab-world-makes-Turkey-stronger.ashx#axzz1P5lxyecc>

47 Hugh Pope, « *Turkey's Achilles Heel* », The Majalla, 7 July 2010, http://www.majalla.com/en/cover_story/article80754.ece

48 OECD Statistical Database, 2010, dans Mehmet Babacan, « *Whither an axis shift: A perspective from Turkey's foreign trade* », January 2011, http://mpr.ub.uni-muenchen.de/29736/3/MPRA_paper_29736.pdf, Table 1, page 140

49 Idem

allés « d'un état d'une guerre non-déclarée » en 1998, suite à des accusations d'appui à PKK⁵⁰, à un rapprochement intégrationniste en 2009, avec l'abolition des visas, la convocation des réunions des cabinets des ministres, la conduite des exercices militaires communs⁵¹. Étant donné les relations très proches entre Erdogan et Al-Assad, la Turquie peut donc avoir une influence sur la poursuite des politiques à Damas⁵². L'amplification de l'immigration vers la Turquie est une des conséquences des répressions par le régime Al-Assad. Les pertes économiques vont s'ajouter.

Mais c'est la question kurde qui risque de soulever des préoccupations majeures pour la Turquie⁵³, à cause de la superposition avec le soulèvement de masses populaires aux pays voisins. Dans ce contexte, « les demandes soutenues par la popularisation [de la question kurde] à la suite du 'Printemps arabe' dans la région deviennent légitimes aux yeux du monde »⁵⁴.

CONCLUSIONS

Une première conclusion est que l'état des choses dans la région jusqu'au 2011 paraissait plus favorable à la Turquie que les incertitudes qui marquent le réveil du monde arabe. Elle a pu éteindre son influence dans les domaines diplomatique, politique et économique non seulement au Moyen Orient mais aussi au-delà. Sa politique externe était plus cohérente avec ses actions. Les changements des gouvernements arabes posent des questions difficiles auxquelles le monde occidental, y compris la Turquie, doit répondre adéquatement.

Une deuxième conséquence est que l'expérience gagnée par l'Ankara au cours de ses initiatives régionales au Moyen Orient sont précieuses pour les États-Unis et l'Europe. Aucun des autres pays occidentaux n'ont l'habileté de parler à toutes les parties comme la Turquie. Même si sa légitimité semble aussi affaiblie par les réactions ambiguës aux révoltes populaires arabes, la Turquie est mieux placée que les autres pour passer les messages

50 « *The Syria-Turkey Confrontation* », The Estimate, Volume X, Number 21, 9 October 1998, <http://www.theestimate.com/public/100998.html>

51 Henri J. Barkey, « *Turkey's Neighbourhood Troubles* », Los Angeles Times, 4 May 2011, <http://www.latimes.com/news/opinion/commentary/la-oe-adv-barkey-turkey-20110504,0,2342095.story>

52 Idem

53 Henry J. Barkey, Morton Abramowitz, « *Turkey: Democracy, Yes, But No Model* », Politico, 19 February 2011, <http://www.politico.com/news/stories/0211/49837.html>

54 Kadri Gürsel, « *The Arab Spring, the Kurdish Summer* », Hürriyet Daily News, 11 April 2011, <http://www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=the-arab-spring-the-kurdish-summer-2011-04-11>

nécessaires aux gouvernements et pour capter les masses. On pourrait anticiper qu'elle aura plus de responsabilités dans les mois à venir, y compris dans le contexte du processus de paix israélo-palestinien.

Finalement, la Turquie devra savoir gérer intelligemment les attentes et les responsabilités qui lui incombent, d'une part, et ses intérêts, que ce soit politiques ou économiques, d'autre part. Il est clair qu'elle préfère une évolution et non pas une révolution dans une région qui la concerne directement, mais le Moyen Orient a toujours été difficile et elle doit se montrer maintenant dans une position de leader pour la démocratisation et stabilisation du monde arabe. À la fois, il est indispensable que la Turquie, l'UE et les États-Unis agissent de concert, pour les mêmes objectifs.

Bruxelles, 15 juin 2011

** Ce papier a été élaboré dans le cadre de l'Académie Diplomatique Européenne (Institut Européen des Relations Internationales), l'année académique 2010-2011. Il ne reflète que les opinions personnelles de l'auteur et ne représente aucune position officielle.*

BIBLIOGRAPHIE

1. BABACAN, Mehmet, « *Whither an axis shift: A perspective from Turkey's foreign trade* », January 2011, http://mpira.ub.uni-muenchen.de/29736/3/MPRA_paper_29736.pdf
2. BARKEY, Henri J., « *Turkey's Neighbourhood Troubles* », Los Angeles Times, 4 May 2011, http://www.latimes.com/news/opinion/commentary/la-oe-adv-barkey-turkey-20110504_0,2342095.story
3. BARKEY, Henry J., Morton Abramowitz, « *Turkey: Democracy, Yes, But No Model* », Politico, 19 February 2011, <http://www.politico.com/news/stories/0211/49837.html>
4. BENITES, Jorge, « *Turkey rules out NATO intervention in Libya* », Atlantic Council, 28 February 2011, <http://www.acus.org/natosource/turkey-rules-out-nato-intervention-libya>,
5. BENITES, Jorge, « *Turkey's Zero-Problems Foreign Policy* », Atlantic Council, 21 May 2010, <http://www.acus.org/natosource/turkeys-zero-problems-foreign-policy>
6. BYFORD, Grenville, « *What The Neighbours Think* », TESEV, May 2011, http://www.tesev.org.tr/UD_OBJS/PDF/DPT/OD/YYN/Grenville_Byford_FINAL.pdf
7. CHAMPION, Marc, « *Turkey is Committed to Western Ties, Erdogan Says* », The Wall Street Journal, 11 June 2010, <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703627704575298721689569514.html>
8. ÇANDAR, Cengiz, « *Turkey's 'Soft Power' Strategy: A New Vision for a Multi-Polar World* » in « *SETA Policy Brief* », no. 38, December 2009, http://setad.org/pdfs/SETA_Policy_Brief_No_38_Turkeys_Soft_Power_Strategy_Candar.pdf
9. DAVUTOĞLU, Ahmet, « *Turkish Foreign Policy and the EU in 2010* », http://www.ecrgroup.eu/download/istanbul/Turkish%20Foreign%20Policy%20and%20teh%20EU%20in%202010_Ahmet%20Davutoglu.pdf
10. FRIEDMAN, George, « *Geopolitical Journey, Part 5: Turkey* », Stratfor, 23 November 2010, http://www.stratfor.com/weekly/20101122_geopolitical_journey_part_5_turkey
11. GÜRSEL, Kadri, « *The Arab Spring, the Kurdish Summer* », Hürriyet Daily News, 11 April 2011, <http://www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=the-arab-spring-the-kurdish-summer-2011-04-11>
12. KALIN, Ibrahim, « *A Democratic world makes Turkey stronger* », The Daily Star, 8 June 2011, <http://www.dailystar.com.lb/Opinion/Commentary/2011/Jun-08/A-democratic-Arab-world-makes-Turkey-stronger.ashx#axzz1P5lxvecc>
13. KÖYLÜ, Hülya, « *EU put on the back burner in Turkish election campaign* », Deutsche Welle, 15 June 2011, <http://www.dw-world.de/dw/article/0,,15135701,00.html>
14. MARCOU, Jean, « *Turquie-Israël: Entrevue secrète entre Ahmet Davutoğlu et Benyamin Ben Eliezer* », Turquie Européenne, 3 juillet 2010, <http://turquieeuropeenne.eu/article4347.html>
15. MILNE, Seumas, « *Turkey offers to broker Libya ceasefire as rebels advance on Sirte* », The Guardian, 27 March 2011, <http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/27/libya-turkey-mediators-prime-minister>
16. POPE, Hüge, « *El modelo turco* », El País, 28 March 2011, http://www.elpais.com/articulo/opinion/modelo/turco/elpepiopi/20110328elpepiopi_12/Tes
17. POPE, Hugh, « *Turkey's Achilles Heel* », The Majalla, 7 July 2010, http://www.majalla.com/en/cover_story/article80754.ece
18. POPE, Hugh, « *Gaza flotilla: Turkey's stance is a lesson to the west* », The Guardian, 4 June 2010 <http://www.guardian.co.uk/world/2010/jun/04/turkey-israel-gaza-lesson>
19. SALEM, Paul, « *The Relevance of Turkey's Experience to Egypt* », Ahram Online, 23 February 2011, <http://english.ahram.org.eg/NewsContentP/4/6299/Opinion/The-Relevance-of-Turkey%E2%80%99s-Experience-to-Egypt.aspx>
20. TASPINAR, Omer, « *Rise of 'Turkish Gaullism'* » in « *Policy Notes* », no. 3, The Washington Institute for Near East Policy, January 2011, <https://www.washingtoninstitute.org/pubPDFs/PolicyNote03.pdf>

21. TORUN, Zerrin, « *Change in the Middle East and North Africa: A Turkish Perspective* », EU Institute for Security Studies, February 2011, http://www.iss.europa.eu/uploads/media/Change_in_the_Middle_East_and_North_Africa_-_a_Turkish_perspective.pdf
22. ULUTAS, Ufuk, « *Turkey-Israel: A Fluctuating Alliance* », in « SETA Policy Brief », no. 42, January 2010, http://setadc.org/pdfs/SETA_Policy_Brief_No_42_Turkey_Israel_Fluctuating_Ufuk_Ulut.pdf
23. ÜLGEN, Sinan, « *The Future of Democracy in the Arab World: How Relevant is the Turkish experience ?* », EU Institute for Security Studies, February 2011, http://www.iss.europa.eu/uploads/media/The_Turkish_experience.pdf
24. ÜLGEN, Sinan, « *A place in the Sun or Fifteen Minutes of Fame ?* », Carnegie Europe, December 2010, http://www.carnegieendowment.org/files/turkey_new_foreign_policy.pdf
25. ***« *Turkey: Gaddafi must appoint a president* », Ahram Online, 14 March 2011, <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/2/8/7662/World/Region/Turkey-Gaddafi-must-appoint-a-president.aspx>
26. ***« *One for the opposition* », The Economist, 2 June 2011, <http://www.economist.com/node/18774786>
27. ***« *Erdogan's last hurrah (possibly)* », The Economist, 2 June 2011, <http://www.economist.com/node/18772078>
28. ***« *The Syria-Turkey Confrontation* », The Estimate, Volume X, Number 21, 9 October 1998, <http://www.theestimate.com/public/100998.html>
29. ***« *Turkey accuses France of overstepping UN Libya mandate* », EurActiv, 22 March 2011, <http://www.euractiv.com/en/global-europe/turkey-accuses-france-overstepping-un-libya-mandate-news-503385>
30. ***« *Libye/intervention Otan: Erdogan contre* », Le Figaro, 14 mars 2011, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/14/97001-20110314FILWWW00412-libyeintervention-otan-erdogan-contre.php>
31. ***« *Turkey working on roadmap for peace in Libya, says PM Erdogan* », The Guardian, 7 April 2011, <http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/07/turkey-roadmap-for-peace-libya>
32. ***« *Turkey and the Middle East: Ambitions and Constraints* », International Crisis Group, 7 April 2010, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/europe/turkey-cyprus/turkey/203%20Turkey%20and%20the%20Middle%20East%20-%20Ambitions%20and%20Constraints.ashx>
33. ***« *In Libya, a Test of Turkey Regional Clout* », Stratfor, 25 March 2011, <http://www.stratfor.com/memberships/189657/analysis/20110325-libya-test-turkeys-regional-clout>
34. ***« *The Geopolitics of Turkey: Searching for More* », Stratfor, 2 August 2010, <http://web.stratfor.com/images/writers/STRATFORTurkeyMonograph.pdf>
35. ***« *Libyan opposition thanks Turkey for its support* », Sunday's Zaman, 23 May 2011, <http://www.todayszaman.com/news-244878-libyan-opposition-thanks-turkey-for-its-support.html>
36. ***« *Press Statement by H.E. Recep Tayyip Erdoğan* », The Prime Minister of the Republic of Turkey on Libya, Ministry of Foreign Affairs of Republic of Turkey, 3 May 2011, http://www.mfa.gov.tr/press-statement-by-h_e_-recep-tayyip-erdogan_-the-prime-minister-of-the-republic-of-turkey-on-libya_-3-may-2011.en.mfa
37. ***« *Communiqué de presse concernant la suspension du fonctionnement de notre Ambassade à Tripoli* », Ministère des affaires étrangères de la République de Turquie, 2 mai 2011, http://www.mfa.gov.tr/no_-117---2-mai-2011_-communique-de-presse-concernant-la-suspension-du-fonctionnement-de-notre-ambassade-_tripoli.fr.mfa